

Distr.
LIMITEE

TD/B/39(2)/SC.1/L.1/Add.3
25 mars 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Trente-neuvième session
Deuxième partie
Genève, 15 mars 1993

Comité de session I

PROJET DE RAPPORT DU COMITE DE SESSION I

Rapporteur : M. E.M. Manakine (Fédération de Russie)

Additif

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
II. Faits nouveaux et questions qui, dans le cadre des Négociations d'Uruguay, intéressent particulièrement les pays en développement (point 4 de l'ordre du jour)	142 - 175

Chapitre II

FAITS NOUVEAUX ET QUESTIONS QUI, DANS LE CADRE DES NEGOCIATIONS D'URUGUAY, INTERESSENT PARTICULIEREMENT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

(Point 4 de l'ordre du jour)

142. Le Président, ouvrant le débat sur le point 4, a rappelé que le Conseil avait abordé la question des Négociations d'Uruguay dès qu'elles avaient été lancées en 1986. Toutefois, en l'état actuel des négociations, la tâche qui attendait maintenant le Comité était particulièrement délicate.

143. Afin de contribuer à la réussite des Négociations d'Uruguay, le Président estimait que les discussions devraient porter essentiellement sur l'envoi d'un message constructif et objectif à tous les gouvernements participant aux négociations dans l'espoir de renforcer leur volonté politique d'aboutir à une conclusion positive. A cet égard, il a relevé que le projet d'acte final englobait d'importants instruments dont les dispositions négociées représentaient une contribution au règlement des problèmes qui paraissaient bloquer un accord final.

144. Le Directeur de la Division du commerce international, présentant la note du secrétariat (TD/B/39(2)/CRP.1) a dit qu'elle avait pour but de donner les renseignements les plus récents sur les faits nouveaux relatifs aux Négociations d'Uruguay, ainsi que de cerner les principales caractéristiques de quelques-uns des accords consignés dans le projet d'acte final. En outre, les dispositions fondamentales relatives au traitement différencié et plus favorable pour les pays en développement dans le commerce des marchandises étaient reproduites et classées dans l'annexe.

145. Evoquant les préoccupations des pays en développement pendant la phase finale des Négociations d'Uruguay, le Président a dit qu'à son avis le projet d'acte final renfermait des instruments qui renforceraient et amélioreraient le système commercial international en donnant plus de sécurité à l'accès aux marchés et aux débouchés, en particulier pour les pays en développement, par le jeu de règles et disciplines plus détaillées, pratiques et universellement applicables. En cas de résultats valables concernant l'accès aux marchés, il en résulterait inévitablement un accroissement des investissements dans les activités d'exportation et un renforcement des réformes engagées par un certain nombre de pays en développement. L'issue des Négociations pouvait

être considérée comme l'aboutissement de la libéralisation déjà en cours du commerce et de l'intensification des relations commerciales et économiques entre les pays. L'intensité de ces relations exigeait des règles du jeu plus explicites si l'on voulait éviter les tensions commerciales ou, tout au moins, réussir à les maîtriser. La nécessité de dispositions plus explicites expliquait en grande partie la multiplication constatée des accords de libre-échange aux niveaux régional et sous-régional. Un pas vers un renforcement analogue des disciplines au niveau multilatéral pouvait aussi être réalisé par une conclusion positive des Négociations d'Uruguay et contribuerait à atténuer les aspects discriminatoires des accords régionaux. Les Négociations d'Uruguay auraient aussi pour résultat une transparence beaucoup plus grande des politiques commerciales puisqu'elles prévoyaient une notification plus détaillée des mesures commerciales et l'octroi d'un caractère permanent au Mécanisme d'examen des politiques commerciales. Beaucoup des projets d'accords, notamment ceux qui avaient trait à l'agriculture et aux services, offraient un cadre détaillé pour une négociation à venir d'engagements de libéralisation du commerce. Il convenait de rappeler, à cet égard, que, dans les Négociations d'Uruguay, c'étaient les pays en développement eux-mêmes qui avaient fait les concessions les plus marquées sous forme d'une limitation de la liberté d'action dans le commerce des marchandises, celui des services et, plus spectaculairement peut-être, dans leurs politiques futures de progrès technologique et social relativement au transfert de technologie et à la protection des droits de propriété intellectuelle. Néanmoins, des règles multilatérales plus rigoureuses et détaillées pouvaient parfaitement contrebalancer les déséquilibres perçus dans quelques-uns des projets d'accords au point où tous les pays, quelle que soit leur puissance économique, convenaient que leurs politiques commerciales pouvaient véritablement être régies par ces règles.

146. Enfin, la conclusion des Négociations d'Uruguay comporterait probablement une définition des objectifs de négociations multilatérales pour l'avenir. Dans cet ordre d'idées, il devrait y avoir formation efficace d'un consensus comme préalable aux futures négociations commerciales multilatérales, en particulier pour éviter certains aspects négatifs des Négociations d'Uruguay tels que leur longue durée, qui avait laissé le système commercial international dans l'incertitude et avait incontestablement encouragé

page 4

les démarches bilatérales et régionales. La CNUCED, se fondant sur l'Engagement de Carthagène, pouvait jouer dans la formation du consensus un rôle constructif et important.

147. Le représentant de l'Equateur, évoquant le rôle du Conseil en tant qu'organe d'analyse et de formation de consensus, a dit qu'il parlerait aussi au nom de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Panama et du Venezuela, au sujet du régime que la Communauté européenne avait l'intention d'appliquer aux importations de bananes en provenance d'Amérique latine. Ce régime, comportant la fixation de restrictions quantitatives et de droits de douane qui, dans certains cas, dépassait de 1 000 % les droits consolidés au GATT, contrevenait au principe du statu quo et aux engagements consignés dans la Déclaration de Punta del Este qui visaient à la libéralisation complète du commerce des produits tropicaux, ainsi qu'au nouveau partenariat international pour le développement défini dans l'Engagement de Carthagène.

148. Il était injustifiable que ces pays, qui avaient opéré des réformes et ajustements économiques onéreux, se heurtent à l'imposition unilatérale d'un régime aussi protectionniste qui porterait un coup fatal aux exportations d'un produit essentiel à leur économie et à leurs efforts pour surmonter les effets de la "décennie perdue" des années 80.

149. Selon les estimations de l'Union des pays exportateurs de bananes, la Communauté européenne gagnerait 256 millions de dollars à l'application du contingent tarifaire aux importations de bananes en provenance d'Amérique latine, ce qui signifierait pour 173 000 travailleurs la perte de leur emploi. Il en résulterait une réduction de 12 % de la superficie des bananeraies (33 000 ha) et, pour les pays intéressés, un manque à gagner de 1 milliard de dollars d'exportations d'ici à la fin de 1995.

150. La Communauté européenne ne saurait tolérer que les Négociations d'Uruguay servent à légitimer des mesures protectionnistes qui dégradaient fortement les conditions d'accès aux marchés pour les produits dont l'exportation intéressait les pays en développement. Ces pays, dont trois étaient encore sur la voie de l'accession à l'Accord général, étaient bien déterminés à affirmer leurs droits découlant de l'Accord général en vue d'éviter un dommage irréparable à leurs industries de la banane et à leur développement économique et social.

151. Il était indispensable que le Conseil du commerce et du développement s'acquitte à cet égard de sa mission de définir des méthodes et des positions constructives afin d'imprimer l'élan politique qui permettrait d'aboutir à des résultats concrets.

152. Le représentant du Bangladesh, parlant au nom des pays les moins avancés (PMA), a relevé que la répartition des avantages d'une croissance dynamique du commerce international avait été considérablement faussée, vu l'expansion remarquable du commerce international pendant les années 80. Pendant cette période, en effet, la valeur courante des exportations totales des PMA avait diminué, tandis que les pays développés à économie de marché, de même que d'autres pays en développement, avaient pu exporter davantage. Pour les PMA, la contraction des parts de marché avait été même plus prononcée, tombant de 0,6 % à 0,3 %. Les PMA avaient bien réussi dans le cas de quelques produits de base, mais leurs résultats commerciaux médiocres pendant la décennie écoulée, en particulier, pouvaient être attribués à toute une gamme de facteurs, tels que les contraintes structurelles, la faible élasticité de l'offre, la dépendance vis-à-vis de quelques produits de base, etc. La récession actuelle avait pour le commerce mondial de graves conséquences qui compromettaient les résultats commerciaux de tous les pays en développement, notamment ceux des PMA. Les Négociations d'Uruguay représentaient donc un potentiel de débouchés nouveaux pour ces pays. La mesure dans laquelle ce potentiel se réaliserait dépendrait de la manière dont le système commercial international qui sortirait des Négociations tiendrait compte des besoins spéciaux des PMA et de la libéralisation, largement unilatérale, à laquelle ils avaient déjà procédé.

153. Citant l'engagement politique sans équivoque énoncé dans la Déclaration de Punta del Este, le représentant a dit que les PMA étaient déçus qu'il ne se soit pas retrouvé suffisamment dans le projet d'acte final. Alors que certains grands participants cherchaient à obtenir des concessions spéciales dans les domaines qui les intéressaient particulièrement, il incombait aux autres participants de prêter une attention tout à fait spéciale aux PMA.

154. Le projet d'acte final renfermait une décision qui donnait l'illusion d'un instrument d'habilitation globale assurant aux PMA un traitement spécial et différencié dans tous les instruments négociés. Les dispositions relatives au traitement spécial n'étaient pas nettement définies dans les divers

page 6

instruments et laissaient donc planer l'incertitude sur le type de discipline que ces instruments imposeraient aux PMA. Les PMA souhaitaient profiter du temps gagné par suite de l'impasse dans laquelle les négociations se trouvaient et reconsidérer les incidences du projet d'acte final au vu de la conjoncture économique devenue plus difficile.

155. Le représentant a souligné en outre que, dans certains domaines, les mesures se présentaient sous forme de "clauses de l'effort maximal" et ne correspondaient donc pas aux engagements concrets qui avaient été pris, en ce qui concerne, par exemple, les textiles et vêtements et les sauvegardes. Il serait injuste d'assujettir les PMA à des obligations identiques à celles qui s'appliquaient à la fois aux pays développés et aux pays en développement après la période de transition. C'est pourquoi ce type de dispositions transitoires ne pouvait être qualifié de traitement spécial pour les PMA. Les engagements concrets pris dans des domaines précis devaient être respectés de manière à tenir pleinement compte des préoccupations avérées des PMA afin d'intégrer ceux-ci équitablement dans le système commercial mondial.

156. Pour ce qui est de l'accès aux marchés, le représentant a noté que les instruments négociés pour les PMA ne comprenaient pas les résultats enregistrés à cet égard dans le domaine du commerce des biens et des services. Les perspectives de développement à long terme des PMA dépendaient des possibilités d'accès aux marchés meilleures et différenciées qui leur seraient offertes. De même, les obligations dans des domaines comme les TRIP, les TRIM et les services ne devraient pas limiter les possibilités recherchées par les PMA dans d'autres secteurs.

157. Enumérant les principales préoccupations des PMA concernant l'accès aux marchés, le représentant a dit que les débouchés assortis de conditions de faveur pour les produits tropicaux, les produits à base de ressources naturelles, les textiles et vêtements intéressaient particulièrement les PMA. Le projet d'acte final ne spécifiait pas le dédommagement qui serait accordé aux PMA pour les pertes graves et les menaces concernant leurs exportations du fait de changements dans les conditions d'accès aux marchés. Il fallait être tout à fait clair quant à la flexibilité prévue pour la protection et le soutien de l'agriculture dans les PMA. Il n'était pas équitablement tenu compte des atteintes au bien-être qui résulteraient pour les PMA de l'effritement des préférences dont ils jouissaient actuellement.

Les pays importateurs nets de denrées alimentaires avaient besoin d'engagements précis concernant des ressources additionnelles et nouvelles pour venir à bout des graves difficultés qu'ils rencontreraient à mesure que les prix mondiaux des produits alimentaires monteraient sous l'effet de l'évolution des paramètres du marché mondial du commerce des produits agricoles. Il faudrait accorder un accès plus favorable aux facilités existantes des institutions financières internationales. De nouvelles facilités et de nouveaux guichets pourraient être créés. Il fallait relever considérablement le niveau global de l'aide aux PMA.

158. En outre, toutes les concessions NPF sur les droits de douane et les mesures non tarifaires accordées au cours des Négociations d'Uruguay pour les produits originaires des PMA devraient être octroyées à ces pays d'avance et non par étapes, sans réciprocité.

159. Le représentant a en outre fait observer qu'un assouplissement général des règles d'origine aiderait beaucoup les PMA. Etant donné leur capacité économique et technologique très limitée de respecter les conditions relatives à la teneur en produits nationaux, les PMA ne pouvaient rivaliser avec des pays qui possédaient des compétences et technologies plus avancées.

Il faudrait donc abaisser notablement les prescriptions des règles d'origine relatives à la teneur en produits nationaux, à titre de mesure spéciale, car on renforcerait ainsi de surcroît les encouragements aux investissements étrangers dans les PMA. Le perfectionnement passif de marchandises dans un PMA devrait être réputé avoir automatiquement étendu la qualité de produit originaire de ce PMA aux marchandises considérées pour qu'elles répondent aux exigences des systèmes nationaux/régionaux de préférences tarifaires.

160. Le représentant a signalé que quelques-unes des dispositions du projet final sur les mesures antidumping étaient trop floues et qu'il y avait un risque d'abus au détriment des intérêts commerciaux légitimes des PMA.

Les propositions concrètes des PMA à ce sujet étaient encore valables.

Les préoccupations des PMA devaient être prises en considération.

161. Les PMA souhaitaient aussi des dispositions spécifiques concernant les obstacles techniques au commerce. Quant aux sauvegardes, les PMA devraient être autorisés à y recourir, sans réciprocité, tant qu'ils demeuraient au nombre des pays les moins avancés. Ils devraient être immédiatement exemptés du recours à ces clauses contre eux par les pays importateurs.

page 8

Les dispositions concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires étaient trop insuffisantes pour atténuer les graves problèmes institutionnels, économiques et technologiques des PMA. Il faudrait aussi envisager pour les PMA un délai d'exemption de dix ans.

162. Pour les textiles et vêtements, le projet d'acte final ne prévoyait pas de mesures spéciales propres à faciliter immédiatement l'accès pour les exportations en provenance des PMA. Une dispense spéciale était accordée pour certaines catégories d'exportateurs. Ces mesures qui permettaient un élargissement sensible des débouchés ne semblaient pas applicables aux PMA. Ce qui était plus important, c'était que la disparition progressive de l'Arrangement multifibres mettrait les PMA sur le même pied que les pays développés et les autres pays en développement. Les PMA demandaient donc la suppression immédiate de toutes les restrictions tarifaires et non tarifaires, y compris les restrictions quantitatives imposées aux textiles et vêtements qu'ils exportaient. Ils devraient être exemptés de l'application du régime de sauvegarde transitoire et de toutes mesures de sauvegarde convenues dans le domaine des textiles et vêtements.

163. Le représentant a exprimé l'espoir que la communauté internationale prendrait note des difficultés propres aux PMA et permettrait aux 47 PMA d'être progressivement associés à la coopération multilatérale en matière de commerce. Il espérait en outre que le Conseil du commerce et du développement inviterait les participants aux Négociations d'Uruguay à tenir pleinement compte des préoccupations des PMA.

164. La représentante du Costa Rica a souligné que la CNUCED avait maintenant une tâche bien claire concernant les Négociations d'Uruguay : aboutir à un consensus visant à empêcher le protectionnisme et la discrimination contre les pays en développement et contribuer à renforcer le système commercial multilatéral et un accès élargi aux marchés. Le Costa Rica avait espéré que son ajustement structurel en profondeur et sa libéralisation du commerce inspireraient une attitude analogue à ses principaux partenaires commerciaux. Malheureusement, le Costa Rica s'était trouvé dans l'obligation de faire jouer le mécanisme de règlement des différends du GATT pour faire valoir ses droits, qui n'étaient pas respectés par le régime de la Communauté européenne appliqué aux importations de bananes à compter du 1er juillet 1993. Le représentant de l'Equateur avait exposé les pertes considérables qui en résulteraient pour

les exportateurs de bananes d'Amérique latine. Dans le cas du Costa Rica, il s'agirait d'une réduction de 25 % de la production et d'une perte de revenu de 750 millions de dollars sur les cinq prochaines années, ainsi que de la disparition de 25 000 emplois. La délégation du Costa Rica voulait croire que des efforts mutuels seraient faits au Conseil pour aboutir à un consensus dans l'analyse et le règlement du problème, pour répondre ainsi au défi lancé dans le nouveau Partenariat pour le développement, issu de la huitième session de la Conférence.

165. Le représentant de l'Australie a confirmé à nouveau l'engagement de son pays à la réussite des Négociations d'Uruguay. L'Australie était l'un des 37 pays, petits et moyens, au nom desquels le Président de l'Argentine, M. Menem, avait adressé une lettre aux dirigeants des Etats-Unis, de la Communauté européenne et du Japon, demandant que la priorité absolue soit accordée aux efforts déployés pour mener les Négociations d'Uruguay à une conclusion rapide et positive. Certes, les Négociations d'Uruguay étaient une entreprise de caractère mondial, mais ces trois grands centres commerçants avaient une responsabilité particulière, celle de jouer le rôle de chefs de file à un moment aussi critique.

166. L'Australie reconnaissait le rôle utile que la CNUCED, dotée d'une vocation universelle et d'une fonction spéciale dans la promotion des perspectives du commerce et du développement des pays en développement, pouvait jouer en contribuant à un résultat satisfaisant des Négociations. Il importait particulièrement pour la CNUCED de mettre en lumière la contribution qu'une heureuse issue des négociations pouvait apporter en donnant aux pays en développement et aux économies en transition la certitude que leur compétitivité économique croissante ne les exposerait pas à des obstacles commerciaux arbitraires et à des mesures de rétorsion.

167. Depuis la huitième session de la Conférence, la CNUCED avait retrouvé une influence précieuse et incontestée dans le domaine du commerce. Le représentant a donc suggéré que le Conseil envisage d'adresser aux principales parties aux Négociations d'Uruguay un message catégorique selon lequel la croissance économique et les perspectives de développement de tous les pays dépendaient des principaux partenaires commerciaux, qui devaient s'acquitter du rôle qui leur revenait de mener les Négociations à une conclusion rapide et constructive.

page 10

168. Le représentant de la Chine a dit que, bien que les Négociations d'Uruguay entrent dans leur septième année, il était encore difficile de prédire quand elles prendraient fin. La suspension des négociations avait déçu l'attente de la majorité des participants qui escomptaient un résultat équilibré aussitôt que possible. Les principaux pays commerçants portaient une lourde responsabilité en la matière.

169. Le représentant a fait observer que les pays en développement avaient fait d'énormes efforts pour créer au libre-échange un environnement sûr et rationnel conformément aux objectifs de la Déclaration de Punta del Este. Pendant les négociations, bien qu'assaillis par leurs difficultés économiques, désavantagés par les termes défavorables de l'échange et rencontrant des obstacles dans divers secteurs des négociations, ils avaient fait nombre de concessions et parfois payé cher leurs ajustements de politique intérieure et leurs mesures de réforme. Pourtant, dans les domaines qui les intéressaient particulièrement, leurs demandes de traitement différencié plus favorable n'avaient pas été pleinement prises en considération par les pays développés. Dans des domaines comme les textiles, des pratiques contraires aux principes du GATT persistaient. Néanmoins, les pays en développement demeuraient disposés à coopérer aux tentatives faites pour établir un nouveau système commercial international et éliminer le protectionnisme.

170. Quant à l'impasse des négociations et au fait que leur issue était à la merci des différends entre quelques grandes nations commerçantes sur les produits agricoles et autres problèmes connexes, le représentant a exprimé l'espoir que les pays qui avaient des responsabilités particulières feraient un maximum d'efforts politiques pour sortir de l'impasse et permettre aux négociations de reprendre.

171. La délégation chinoise considérait que le projet d'acte final pouvait servir de base à la conclusion des négociations, bien qu'elle ne soit pas entièrement satisfaite, car ce projet ne répondait pas à certaines des préoccupations de son pays. Toutes les parties devraient respecter les accords négociés qui tenaient compte de l'équilibre des intérêts et elles devraient être très circonspectes devant toute proposition tendant à rouvrir des négociations et à démembrer les accords. La transparence devrait être pleinement assurée dans les négociations plurilatérales, multilatérales et, en particulier, bilatérales, de même que dans les consultations entre

certaines parties. Le représentant a souligné que l'échec ou la paralysie des Négociations d'Uruguay non seulement causerait un dommage incommensurable à la réforme et à la libéralisation du commerce dans les pays en développement, mais encore aurait des effets extrêmement préjudiciables au commerce mondial.

172. Rappelant le mandat donné au Conseil par la Conférence à sa huitième session, lui demandant d'analyser et d'évaluer les résultats des Négociations d'Uruguay, notamment dans les domaines qui intéressaient ou préoccupaient les pays en développement, le représentant a dit que les discussions de la session en cours n'étaient qu'un commencement. Une évaluation des avantages et des inconvénients découlant de la mise en oeuvre du résultat des négociations était une question de substance et le représentant espérait que le secrétariat intensifierait ses travaux à cet égard.

173. Revenant à son propre pays, il a informé le Conseil que la Chine, en train de reprendre son statut auprès du GATT, avait pleinement participé aux Négociations d'Uruguay et avait pris des engagements initiaux concernant le commerce des services. Sur le plan intérieur, la réforme du régime commercial et l'établissement d'une économie de marché avaient donné des résultats indéniables et continuaient à progresser. La Chine était disposée et prête à assumer ses responsabilités et ses obligations concernant l'issue des Négociations et à contribuer au bon fonctionnement du régime commercial mondial.

174. Le représentant du Chili, citant le paragraphe 143 de l'Engagement de Carthagène, a rappelé que son pays avait souscrit à un message que 37 pays développés et en développement avaient adressé aux Chefs d'Etat de la Communauté européenne, des Etats-Unis et du Japon, les invitant à donner la priorité absolue aux efforts déployés pour mener les Négociations d'Uruguay à une conclusion rapide et positive. Sa délégation considérait qu'un résultat global et équilibré des négociations contribuerait non seulement à inverser les tendances protectionnistes, mais aussi à consolider la libéralisation autonome entreprise par de nombreux pays en développement. La stagnation actuelle des négociations avait particulièrement pénalisé des pays comme le Chili, qui avaient travaillé à leur intégration dans le marché mondial et transformé leur secteur extérieur en moteur principal de leur croissance économique.

page 12

175. Le Chili était très attaché aux objectifs des Négociations d'Uruguay et invitait ses principaux partenaires commerciaux à faire preuve de la volonté politique voulue. Le projet d'acte final constituait la base d'un accord, bien que la conclusion des négociations passe par l'achèvement de celles qui avaient trait à l'accès aux marchés des biens et des services. Le Chili ne pourrait considérer le résultat comme positif que s'il y avait une réelle amélioration dans l'accès de ses exportations aux marchés, y compris dans le cas des produits agricoles, le maintien des possibilités d'accès minimales actuelles et un respect rigoureux des modalités de l'Acte final.
